



En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX  
N° 04/CSEFRS/2018**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**ENTRE**

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, (CSEFRS) représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou « le Maître d'Ouvrage ».

**D'une part :**

**ET**

**Monsieur ....., Qualité.....;**

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de : .....

Inscrit au registre de commerce de Casablanca sous le n° : ..... ;

Inscrit au rôle de la patente de Rabat Sous n° : ..... ;

Identification fiscale sous le n° : ..... ;

Affilié à la CNSS sous le n° : .....

Titulaire du compte bancaire n° : ..... Ouvert à la banque ..... Agence ..... ;

Faisant élection de domicile à : ..... ;

Désigné ci-après par « **L'Entrepreneur** » ou « **Titulaire** »

**D'autre part**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**



## Table des matières

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	4
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....	4
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE .....	4
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE .....	4
ARTICLE 6: ELECTION DE DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.....	5
ARTICLE 7: NANTISSEMENT .....	5
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION .....	5
ARTICLE 10: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
ARTICLE 11: NATURE DES PRIX .....	5
ARTICLE 12: RÉVISION DES PRIX .....	6
ARTICLE 13: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE .....	6
ARTICLE 15: DELAI DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 16: RECEPTION PROVISOIRE .....	6
ARTICLE 17: RECEPTION DEFINITIVE.....	6
ARTICLE 18: MODALITES DE REGLEMENT .....	6
ARTICLE 19: PENALITES POUR RETARD .....	6
ARTICLE 20: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	7
ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE.....	7
ARTICLE 22: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES .....	7
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	8
ARTICLE 23: PRESENTATION DE L'EXISTANT .....	8
ARTICLE 24: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 25: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF .....	10





## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent Appel d'Offres ouvert sur offres de prix a pour objet le renouvellement et l'extension de la plateforme de sécurité et de la messagerie ainsi que les prestations de maintenance y afférentes pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS).

### **ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les prestations objet du présent marché consistent en :

- Le renouvellement des licences et support éditeur
- L'extension de la plateforme du CSEFRS
- Prestations de maintenance et de support.

### **ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T), approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que ceux se rapportant à l'offre financière tels que décrits par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi n°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir n° 1-14-100 du 16 rejab 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016);
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

L'Entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues

### **ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.





L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 6: ELECTION DE DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR**

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées, toutes les notifications qui se rapportent à ce marché lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

#### **ARTICLE 7: NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché il est précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par **le Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique**.
- 2) Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement en subrogation, les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, est Monsieur **le Président du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique**.
- 3) Les paiements prévus au présent marché seront effectués par **l'Agent comptable auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics .

#### **ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349.

#### **ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION**

Le délai global d'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres est de **rente jours (30 jours)**.

Ce délai d'exécution prend effet à compter de la date prévue dans l'ordre de service, prescrivant le commencement d'exécution du marché.

#### **ARTICLE 10: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le Titulaire aura à réaliser les prestations relatives au présent marché dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique sis à Angle Avenue Allal El Fassi et Avenue El Milia - Rabat.

#### **ARTICLE 11: NATURE DES PRIX**

Le marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent marché, aux quantités réellement réalisées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché.





#### **ARTICLE 12: RÉVISION DES PRIX**

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2-12-349 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

#### **ARTICLE 13: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE**

- Le cautionnement provisoire est fixé à **huit mille dirhams (8 000,00 Dhs)**.
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire.

#### **ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE**

En application de l'article 25 du CCAG-T, le titulaire doit souscrire une assurance qui couvrira les risques inhérents à l'exécution du marché et se rapportant :

- Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire,
- A la responsabilité civile incombant au titulaire et au maître d'ouvrage,
- Aux risques d'incendie, vol ou détérioration pour quelque cause que ce soit, pouvant toucher le matériel destiné au maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 15: DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date de la réception provisoire.

#### **ARTICLE 16: RECEPTION PROVISOIRE**

La réception provisoire sera prononcée si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels. Toutes les licences livrées dans le cadre du présent marché doivent être au nom du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

#### **ARTICLE 17: RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive sera prononcée par le Maître d'Ouvrage après expiration du délai de garantie, prévu au niveau de l'article 15, et dans la mesure où le titulaire aura respecté les termes de la garantie. Ladite réception définitive fera l'objet d'un procès-verbal établi et signé par une commission désignée à cet effet.

Le contrat de maintenance, partie intégrante du présent marché, prendra effet au lendemain de la réception définitive.

#### **ARTICLE 18: MODALITES DE REGLEMENT**

Le règlement s'effectuera après prononciation de la réception provisoire et sur production du procès-verbal de réception provisoire y afférent.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou Trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'une facture établie en 4 exemplaires, portant la signature du titulaire.

Les prestations de maintenance seront réglées conformément aux modalités fixées au niveau du contrat de maintenance qui prend effet au lendemain de la réception définitive.

#### **ARTICLE 19: PENALITES POUR RETARD**

En cas de retard dans l'exécution du marché, une pénalité journalière de un pour mille (1‰) du montant initial du marché sera appliquée à l'encontre du titulaire.

Toutefois, le montant de cette pénalité cesse de croître lorsqu'elle aura atteint 8% du montant du marché.

Le montant de cette pénalité sera déduit d'office de toutes les sommes dues au titulaire.



## **ARTICLE 20: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret n° 2.12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

## **ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHÉ**

Le marché pourra être résilié par le Maître d'Ouvrage dans les cas prévus par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du titulaire en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par le Maître d'ouvrage, sans limitation de durée.

## **ARTICLE 22: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de contestations avec le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 81, 82 et 83 du CCAG-T.





## **CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **ARTICLE 23: PRESENTATION DE L'EXISTANT**

Le conseil dispose de la plate-forme de sécurité dont le détail est décrit ci-dessous :

**1. Deux Appliance Cyberoam CR 50iNG en HA (Haute disponibilité actif-passif) dont les caractéristiques sont :**

- 8 interfaces Ethernet ;
- Un port console pour la configuration initiale et pour le diagnostic des problèmes
- Performances minimales : 6500 Mbps en Full packet Inspection, 300Mbps en VPN, 1500 Mbps en Détection D'intrusions
- Supporte 1 000 000 Connexions simultanées.
- Permet la création de règles de sécurité granulaires à base d'adresse IP, adresse MAC, protocole, application ou nom/groupe d'utilisateurs ;
- Translation d'adresses NAT, PAT et translation d'adresses NAT à base de règles
- Passerelle antivirus & antispymware
- Support du VPN, IPSec et SSL
- Chiffrement DES, 3DES et AES
- Protection contre les intrusions
- Gestion des anomalies des protocoles
- Signatures personnalisables
- Mise à jour automatique des bases d'attaques
- Identification et contrôle des applications et des outils de messagerie et P2P, quel que soit le port ou le protocole utilisé

**2. Une solution antivirusale Kaspersky Endpoint Security for Business – Advanced, de 100 licences, installée sur un serveur Windows 2008 R2 et administrées à partir d'une seule console d'administration, les produits intégrés a Kaspersky Endpoint Security for Business – Advanced sont :**

- Kaspersky security center (avec systems management et MDM)
- Kaspersky Endpoint security for Windows
- Kaspersky Endpoint security for Linux
- Kaspersky Endpoint security for Mac
- Kaspersky Anti-virus for Novell Netware
- Kaspersky Anti-virus for linux File server
- Kaspersky Anti-virus for Windows server Entreprise Edition
- Kaspersky security for mobile

Elle intègre les fonctionnalités suivantes :

- La protection contre les programmes malveillants provenant du Web
- Détection et suppression des «rootkits» actifs et dissimulés,
- Protection contre les ransomware,
- Fonction firewall intégrée,
- Contrôle des applications,
- Liste blanche d'applications,
- Filtrage de contenu Web,
- Protection et Contrôle des périphériques,
- Protection des serveurs de fichiers
- Gestion des périphériques mobiles (MDM)
- Sécurité des terminaux mobiles (tablettes et smartphones)
- Chiffrement
- Configuration et déploiement des systèmes
- Contrôle d'accès au réseau
- Analyse avancée de vulnérabilités
- Gestion de correctifs (patch management)
- Mises à jour automatiques.





- Prise en charge natives des environnements 32 bits et 64 bits,
- Protection des environnements virtuels sous VMware
- Mise en quarantaine des postes de travail infectés

### 3. Une solution de messagerie Zimbra de 200 comptes.

#### **ARTICLE 24: CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Le prestataire doit prendre en charge le renouvellement et l'extension des licences et Support Editeur conformément aux spécificités décrites ci-dessous :

- 1- Le renouvellement du certificat SSL : \*.csefrs.ma
- 2- Le renouvellement de la licence annuelle cPanel : Fournir la licence cPanel avec support éditeur.
- 3- Le renouvellement du support de l'éditeur de la solution de messagerie collaborative Zimbra Professional Edition **pour les 200 comptes existants**
- 4- L'extension de la **messagerie Zimbra par 50 comptes supplémentaires** ainsi que le support de l'éditeur.
- 5- Le renouvellement des licences Cyberoam TVS pour les Appliance Firewall Cyberoam CR50iNG :
  - Installation des derniers Firmwares.
  - Entretien et vérification de la configuration et du bon fonctionnement des appliances.
  - Mesure et optimisation des performances des appliances.
  - Vérification et mise en place des règles de sécurité pour la bonne protection du réseau Internet du CSEFRS.
  - Assistance technique pour des éventuelles configurations jugées nécessaires par les administrateurs du CSEFRS.
  - Ainsi que toutes autres interventions jugées par le CSEFRS et/ou le prestataire nécessaire pour le bon fonctionnement des appliances Cyberoam.
- 6- Le renouvellement de contrat de mise à jour logiciel Anti-virus Kaspersky Endpoint Security for Business-Advanced (**100 utilisateurs**) :
  - Installation des mises à jour mineures et majeures dans le serveur Kaspersky.
  - Optimisation des performances du serveur Kaspersky.
  - Entretien et vérification de la configuration et du bon fonctionnement du serveur Kaspersky et des postes utilisateurs.
  - Diagnostic et réparation des anomalies ou dysfonctionnements logiciels.
  - Correction des dysfonctionnements des systèmes d'exploitation et de logiciels installés dans le serveur Kaspersky.
  - Ainsi que toutes autres interventions jugées par le CSEFRS et/ou le prestataire nécessaire pour le bon fonctionnement du serveur Kaspersky et des postes utilisateurs.
- 7- Extension de **Kaspersky Endpoint Security for Business-ADVANCED par 50 licences utilisateurs.**

**N.B : Les renouvellements d'abonnement de licences sont pour une durée d'une année. Ils doivent être accompagnés d'un document assurant l'authenticité de la licence livrée au nom du CSEFRS.**

#### **8- Prestations de maintenance et de support :**

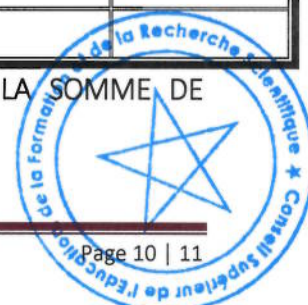
Au lendemain du délai de garantie et de la réception définitive des prestations décrites au niveau des points 1,2,3,4,5,6 et 7 du présent article, le titulaire doit assurer les prestations de maintenance et de support de ces prestations conformément aux dispositions du contrat de maintenance joint en annexe et qui fait partie intégrante du présent marché.



**ARTICLE 25: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

N° prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire hors taxes (2)	Prix Total hors taxes (3) = (1) x (2)
1	Renouvellement du certificat SSL: *.csefrs.ma	U	01		
2	Renouvellement de la licence annuel cPanel avec support éditeur.	U	01		
3	Renouvellement du support de l'éditeur de la solution de messagerie collaborative Zimbra Professional Edition pour les 200 comptes existants	Utilisateurs	200		
4	Extension de la messagerie Zimbra ainsi que le support de l'éditeur.	Utilisateurs	50		
5	Renouvellement des licences Cyberoam CR 50iNG pour les Services : Anti-Malware, Anti-Spam, Filtrage Web et Applicative (WAF), Système d'Intrusion et de Prévention (IPS) Support 8x5	U	02		
6	Renouvellement des licences Kaspersky Endpoint Security for Business - Advanced	Utilisateurs	100		
7	Extension de Kaspersky Endpoint Security for Business-ADVANCED	Utilisateurs	50		
<b>TOTAL HORS TVA</b>					
<b>TAUX TVA (20 %)</b>					
<b>TOTAL TTC</b>					

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE  
 ..... DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.





**DERNIERE PAGE**  
**CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES**  
**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX**  
**N° 04/CSEFRS/2018**  
**OBJET**

**LE RENOUELEMENT ET L'EXTENSION**  
**DE LA PLATEFORME DE SECURITE ET DE LA MESSAGERIE**  
**AINSI QUE LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE Y AFFERENTES**  
**POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION,**  
**DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**  
**- LOT UNIQUE -**

<p><b><u>PRESENTE PAR</u></b></p> <p><b>Abdellatif ATMANI</b> Directeur du pôle Systèmes d'information</p>	<p><b><u>VERIFIE PAR</u></b></p> <p><b>KHADDOUJ BENJELLOUN</b> Directrice du Pôle Ressources</p>
<p><b><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></b></p>	<p><b><u>VALIDE PAR</u></b></p>
<p><b><u>SIGNE ET APPROUVE PAR</u></b></p>          <p style="text-align: center;">Rabat-le</p>	